

LES POSTIERS PREMIÈRES CIBLES D'UN "CONSENSUS NÉOLIBÉRAL" ?



Mercredi 21 août 2013

algerieinfos-saoudi

DR

On se rappelle du film de la grève à Algérie Poste, au début de janvier 2013. En démarrant de la Grande Poste d'Alger, les postiers commencent leur grève, la direction générale ignore les représentants des grévistes, se réunit avec le syndicat-maison UGTA, et annonce un petit versement ; la grève continue et s'élargit, les usagers sont excédés ; le ministre accepte enfin les revendications et s'engage à les

satisfaire avant mai, le travail reprend.

Trois mois après l'expiration de l'échéance fixée par le ministre et non respectée, les postiers reviennent naturellement à la charge. Le même scénario est en œuvre : la grève éclate à Alger, la direction générale se réunit avec le syndicat maison UGTA, annonce le versement d'un petit acompte (30 000 da), la grève s'élargit à tout le pays, la presse reçoit par des "sources" le montant des "pertes" subies par Algérie Poste, des mises en demeures sont expédiées aux grévistes avec une innovation, un receveur de poste, celui d' **Hussein Dey**, est limogé pour sympathie à l'égard des grévistes.

La grève entame sa deuxième semaine. Le syndicat national autonome des postiers (SNAP) qui conduit la grève, précise : « *Ils nous ont proposé 30 000 DA de rappel à partir du 25 août. On veut l'intégralité des rappels (...) On aurait accepté cette solution en janvier dernier, mais après 8 mois d'indifférence on n'acceptera pas le marchandage* ». **Le dirigeant du SNAP assure** : « *Dans chaque bureau de poste, les clients peuvent retirer de l'argent et effectuer d'autres opérations par les agents qui assurent le service minimum.* »

On a l'impression, que le pouvoir opte délibérément pour une ligne dure. Veut-il avec ce refus des rappels de salaires, donner des gages aux tenants du néolibéralisme qui, dans le cadre de la succession de Bouteflika, veulent obtenir un consensus programmatique pour une austérité à sens unique dirigée contre les salariés. **L'affaire du 87 bis ?** est une autre des pierres de touches.

Nous remettons en ligne un article du blog publié avant la fin de la grève de janvier 2013.

LE GOUVERNEMENT ACCULÉ A JOUER FRANC JEU

par Saoudi Abdelaziz,
9 janvier 2013

Un leurre, et quelques promesses vagues. L'épisode du 8 janvier de la grève d'Algérie-Poste et la réponse du PDG avalisée par le ministère vient confirmer la tactique pratiquée par l'Exécutif depuis de trop longues années à l'occasion des conflits sociaux dans le secteur public. Pour désamorcer le mouvement on combine une mesure financière concrète immédiate à des promesses sans échéances et sans modalités contraignantes d'application, qui font traîner les choses en longueur. C'est le scénario appliqué à la Poste, comme aux chemins de fer. Cette tactique s'effectue à travers une chaîne d'irresponsabilité de l'exécutif algérien. Elle atteint ses limites. Les salariés disent *fakou* : L'État ne joue pas franc jeu, l'anarchie vient d'en haut. Les paravents de la pseudo-autonomie de l'entreprise et de l'interlocuteur syndicat *officiel* tombent. Surtout, quand une grève est suivie « à 95% ».

Samira Azzegag rapporte dans le *Temps d'Algérie* : « Les employés d'Algérie Poste, qui ont tenu dans la matinée d'hier un rassemblement sur la place de la Grande-Poste, ont affiché des banderoles hostiles à la politique de leur directeur général et ont par la même occasion appelé à l'intervention de Sellal. « *Qu'il vienne nous parler ici. Nous n'avons aucun syndicat qui nous représente et nous refusons que M. Tchoulak ou l'UGTA nous représentent* ».

Dans El Watan, **Mokrane Ait Ouarabi**, après avoir repris à la lettre les termes de la dépêche de l'APS qui énumère les annonces de la direction d'Algérie-Poste, donne quand même quelques indications sur l'avis des grévistes : « *Ils nous ont bassinés depuis des mois. Aujourd'hui, nous voulons du concret* », a fulminé un des grévistes de la Grande-Poste d'Alger. Les travailleurs jugent « *insuffisantes* » les résolutions du conseil d'administration. Pour eux, la nouvelle nomenclature des postes et le système de promotion ne répondent pas à leurs attentes. « *Nous ne pouvons pas attendre jusqu'à 55 ans pour bénéficier de nouvelles catégories et de promotions* », dénonce un autre gréviste.

À Constantine, où la grève semble générale, en dépit de l'hostilité du syndicat régional et de son allégeance à la hiérarchie, seule la recette principale était hier en activité. **Le Quotidien d'Oran** a recueilli les propos de grévistes du centre régional de contrôle-mandat, du centre régional de la CNEP-Poste, du centre CCP et de la direction régionale de la Maintenance des équipements (CRME) : « *Nos revendications sont maintenant assez connues et ce sont celles qui sont contenues dans la convention collective de 2003 dont nos responsables n'ont cessé de retarder l'application. « C'est du leurre !* », lança à haute voix un travailleur.

Les comptes-rendus des différents journaux semblent cependant limités à des micro-trottoirs où des grévistes s'expriment spontanément, sans vision cohérente et équilibrée. **Hadjer Guenanfa**, a réussi pour TSA à recueillir les propos de Tahar Ouarezki « *porte-parole des grévistes* » qui explique : « *Nous voulons des mesures bien détaillées et claires concernant l'application de nos revendications* » Il analyse le communiqué de la direction général d'A-P qui comporte trois points.

- **Le premier** concerne le changement de catégorie sur la grille des salaires pour ceux ayant 55 ans et plus. « *Il n'y a pas beaucoup de travailleurs âgés de 55 ans* », précise M. Ouarezki.
- **Le deuxième** est l'avancement horizontal (l'indemnité d'expérience professionnelle, IEP) et vertical (les grades). « *Nous ne savons toujours pas qui sera concerné par cette deuxième mesure* », dit-il.
- **Le troisième point** est le repositionnement des travailleurs sur les fonctions réellement exercées. Ce « *qui n'a toujours pas été finalisé* », selon M. Ouarezki. « *Nous voulons juste l'application de tous les points de la convention d'entreprise signée en 2003* », conclut Tahar Ouarezki.

Voir en ligne : <http://www.algerieinfos-saoudi.com/...>